

	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 150 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 150 000 000 EUR, dont 140 000 000 EUR pour l'appui budgétaire et 10 000 000 EUR pour l'appui complémentaire.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Appui budgétaire Gestion directe par: <ul style="list-style-type: none"> Appui budgétaire: Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience; Appui complémentaire: Gestion directe par: <ul style="list-style-type: none"> Subventions de jumelage; Marchés publics. 			

1.2 Résumé de l'Action

Le Burkina Faso est sous forte pression de tout type de manière structurelle. Depuis 2015, le pays est aussi fragilisé par la crise sécuritaire et par son manque de cohésion. L'insécurité, un excès de centralisme de l'État et des inefficiences privent les populations de services sociaux de base. Plusieurs circonscriptions administratives locales ne sont plus fonctionnelles limitant l'effectivité de la fourniture de prestations de services sociaux à la population. Sur le plan de la gouvernance, le pays présente des limites importantes en matière de Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).

L'objectif général de l'action est de contribuer à renforcer la sécurité ainsi que la résilience des populations, améliorer l'offre des services de base, à travers notamment la transparence de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption, pour améliorer la performance et la redevabilité de l'État et accroître la confiance des citoyens et citoyennes.

L'action sera concentrée : (i) sur le retour de l'État au niveau local dans les zones sous forte pression sécuritaire dans les régions du Centre-Nord et du Sahel ; (ii) sur des réformes politiques clés en ligne avec la Stratégie UE Sahel et l'approche de redevabilité mutuelle: lutte contre la corruption, l'impunité, le blanchiment d'argent, réformes dans le secteur de la sécurité et de la défense ; (iii) sur des réformes préalables à une mise en œuvre plus large de l'approche territoriale intégrée pour renforcer progressivement les capacités financières et humaines de l'administration territoriale et des collectivités et améliorer la gouvernance locale et la maîtrise d'ouvrage communale (gouvernance locale).

Quatre grandes thématiques de tranches variables ont été identifiées: (i) Retour de l'État sur l'axe Ouaga – Kaya –Dori ; (ii) Réformes dans le secteur de la défense et de la sécurité ; (iii) Lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux ; (iv) Réformes globales en soutien à la maîtrise d'ouvrage dans les Collectivités territoriales.

Des actions spécifiques sous formes d'appui complémentaire sont envisagées dans les domaines de : (i) la lutte contre la corruption et la lutte contre le blanchiment de capitaux; (ii) les finances publiques, y compris sectorielles, la fiscalité (verte et numérique), le contrôle externe des finances publiques et le renforcement des capacités statistiques ; (iii) l'accompagnement technique aux réformes globales en faveur des collectivités territoriales; (iv) l'accompagnement technique aux réformes de la sécurité et de la défense.